



Déclaration liminaire FSU – Conseil d'Administration AEFE du 14 mars 2019

Monsieur le Président, monsieur le Directeur, mesdames et messieurs les membres du Conseil d'administration

En préambule, les syndicats de la FSU présentent leurs condoléances et réaffirment leur solidarité aux familles et aux proches des victimes de la récente catastrophe aérienne qui a endeuillé le réseau.

Pour ce premier Conseil d'Administration qui suit la nomination de M. Olivier Brochet à la tête de l'AEFE, les syndicats de la FSU lui souhaitent la bienvenue.

C'est une lourde tâche qui lui incombe dans un contexte de transition et de choix pour l'AEFE. Rien ne se fera sans l'affirmation claire d'une politique ambitieuse de défense de l'opérateur public et de sa mission d'éducation.

L'avenir du réseau reste une préoccupation majeure des personnels, tant en Centrale qu'à l'étranger, toutefois les baisses de crédits continuent d'affecter la Centrale et le réseau : les postes, les projets, les salaires, les conditions de travail des personnels et donc in fine les conditions d'apprentissage des élèves.

L'avenir du réseau ne peut s'envisager en continuant à diminuer le nombre de supports budgétaires, en précarisant le statut des personnels, en augmentant les frais de scolarité, voire en préconisant tout et son contraire.

Le fonctionnement actuel de l'AEFE est remis en cause dans sa mission de service public avec un objectif partial de privatisation à l'extrême du réseau. De nombreuses contre-vérités circulent et montrent une totale méconnaissance des réalités, elles s'accompagnent dans la communication d'une entreprise de discrédit du réseau et de ses personnels dans l'opinion publique.

Comme nous l'avons déjà explicité au Comité Technique du 13 février, nous avons atteint un point d'inflexion où l'équilibre du réseau est menacé, dégradant davantage l'attractivité et l'excellence des établissements.

Nous affirmons haut et fort que l'AEFE est un modèle qui fonctionne, il faut d'urgence cesser d'en organiser la déstabilisation qui conduira inexorablement à la destruction de l'opérateur public.

Monsieur le Président, les syndicats de la FSU vous alertent solennellement.

À l'appel de la FSU, les personnels sont mobilisés sur le terrain (c'était le cas en Espagne le 8 mars, ce sera le cas le 19 mars dans l'ensemble du réseau). Le pouvoir d'achat des personnels à l'étranger baisse, les conditions de travail et d'exercice du métier se dégradent. Ne pas répondre à cette colère grandissante vous fait porter la responsabilité d'une détérioration d'un climat social qui peut à tout moment exploser.

À cela s'ajoute, devrait-on dire encore cette année, l'anxiété liée aux renouvellements de détachement des enseignants du premier degré : ils sont toujours pour les personnels une source de grande incertitude et d'inquiétude. Les retours du terrain confirment malheureusement que les blocages existent toujours, les problèmes sont réels et les promesses d'amélioration restent virtuelles.

Nous rappelons notre ferme opposition au bornage des détachements à 6 ans.

Dans ce contexte comme dans d'autres, la FSU réaffirme que la priorité doit être donnée à l'établissement public.

Conformément à nos mandats et sur la base de la forte majorité exprimée par les personnels lors des dernières élections professionnelles, les syndicats de la FSU seront présents dans le cadre d'un dialogue social ouvert et constructif, comme force de propositions. Nous serons également présents et mobilisés, sur le terrain comme en Centrale, pour contrer toutes les attaques, car il est temps que cela cesse.